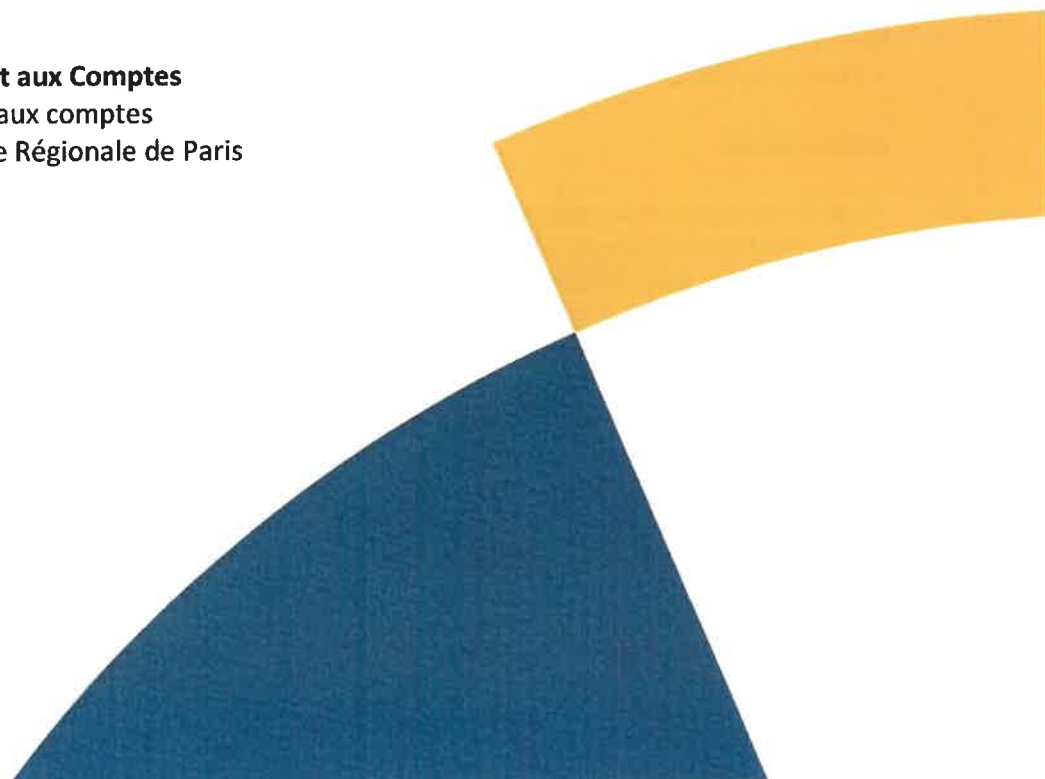


Institut Océanographique, Fondation Albert 1er, Prince de Monaco

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Institut Océanographique
Fondation Albert 1^{er}, Prince de Monaco
195 rue Saint-Jacques
75005 Paris

Au Conseil d'Administration,

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Institut Océanographique, Fondation Albert 1^{er}, Prince de Monaco, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au Conseil d'Administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de la Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 27 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes



Francis CHARTIER

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	679 234	610 561	68 674	78 160
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	462 852		462 852	462 852
Constructions	25 625 841	18 986 834	6 639 006	6 695 222
Installations techniques, matériel et outillage industriels	8 197 857	5 205 383	2 992 473	3 394 801
Immobilisations corporelles en cours	3 603 011		3 603 011	333 049
Autres	10 904 733	8 447 584	2 457 149	2 540 268
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	11 878		11 878	14 522
Autres	60		60	60
TOTAL I	49 485 466	33 250 363	16 235 103	13 518 935
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	342 971	30 276	312 695	322 356
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 166 303	754	4 165 549	550 846
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	177 936		177 936	639 674
Valeurs mobilières de placement	11 201 042	55 172	11 145 870	4 190 325
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 532 451		9 532 451	17 666 614
Charges constatées d'avance	782 270		782 270	153 338
TOTAL II	26 202 973	86 202	26 116 771	23 523 154
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	75 688 439	33 336 564	42 351 874	37 042 088

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 011 708	2 011 708
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	9 000 000	5 590 035
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	7 563 779	6 928 861
Report à nouveau	(409 093)	4 044 882
Excédent ou déficit de l'exercice	18 166 393	18 575 487
Situation nette (sous total)		
Fonds propres consommables	12 214 090	12 561 855
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
	30 380 483	31 137 342
TOTAL I		
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	1 117 219	1 075 882
Fonds dédiés	1 117 219	1 075 882
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	789 765	832 238
Provisions pour charges	789 765	832 238
TOTAL III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	23 525	23 375
Emprunts et dettes financières diverses	3 727 470	2 356 441
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations	1 526 595	1 323 017
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	185 377	283 162
Autres dettes		
Instruments de trésorerie	4 601 440	10 630
Produits constatés d'avance	10 064 408	3 996 627
TOTAL IV		
Ecart de conversion Passif (V)	42 351 874	37 042 088
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)		

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	1 595 783	1 561 571
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	12 517 454	18 706 065
dont parrainages	550 000	1 008 332
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 415 766	3 475 444
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	403 569	166 957
Mécénats	721 950	948 298
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	137 971	150 032
Utilisations des fonds dédiés	536 844	378 403
Autres produits	20 298	2 273
TOTAL I	19 349 635	25 389 043
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	657 118	675 882
Variation de stock	8 519	(73 869)
Autres achats et charges externes	7 722 516	10 207 625
Aides financières	65 180	9 027
Impôts, taxes et versements assimilés	84 504	80 402
Salaires et traitements	6 022 307	5 361 987
Charges sociales	2 239 261	2 128 310
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 318 382	2 488 872
Dotations aux provisions	84 067	16 413
Reports en fonds dédiés	578 181	466 852
Autres charges	310 525	253 258
TOTAL II	20 090 559	21 614 758
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(740 924)	3 774 285
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	204 714	107 181
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	52 098	164 618
Différences positives de change	42	5 723
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	140 277	143 485
TOTAL III	397 130	421 006
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	55 172	52 098
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	769	12 311
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		74 003
TOTAL IV	55 941	138 412
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	341 190	282 594

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(399 735)	4 056 879
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		18 493
Sur opérations en capital	25 645	4 255
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	25 645	22 748
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	30 134	29 735
Sur opérations en capital	4 869	5 010
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	35 003	34 745
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(9 358)	(11 997)
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	19 772 410	25 832 798
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	20 181 504	21 787 916
EXCEDENT OU DEFICIT	(409 093)	4 044 882
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Annexes



1) Objet social, missions sociales et moyens mis en œuvre

L'Institut océanographique, fondé en 1906 par S.A.S. le Prince Albert 1er de Monaco, a pour objet le développement et la diffusion de la connaissance des mers et des océans, et la sensibilisation de tous à leur richesse, à leur fragilité et aux enjeux de l'exploitation durable de leurs ressources.

L'Institut a son siège à Paris et dispose de deux établissements : la Maison de l'Océan à Paris et le Musée océanographique de Monaco (Principauté de Monaco) avec sa dépendance, la villa Richard.

Il a vocation, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée et dans les conditions prévues aux présents statuts, à recevoir des versements pour le compte d'œuvres ou d'organismes mentionnés au 1b de l'article 200 et au 1a de l'article 238 bis du Code général des impôts qui s'assignent un but analogue au sien. Il a également vocation, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi précitée, à recevoir, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif se rattachant à ses missions, l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources sans que soit créée à cet effet une personne morale nouvelle.

Les moyens d'action de la Fondation sont notamment 1° des musées et des expositions ouverts au public ; 2° des cours, conférences et colloques ; 3° des publications ; 4° des actions de médiation sur les enjeux environnementaux et socio-économiques de l'océan. La Fondation pourra éventuellement confier à une ou plusieurs sociétés commerciales l'organisation, la construction et l'exploitation, sous son contrôle, de tous les services nouveaux ou établissements annexes, conformes à l'objet de la Fondation et utile à la réalisation de cet objet, et recevoir en contrepartie de ladite ou des dites sociétés toutes redevances que de droit.

2) Faits marquants

Programme Méditerranée :

Avec en ligne de mire l'objectif "30x30", visant à protéger 30 % des terres et des océans d'ici 2030, l'Institut océanographique lance son nouveau programme pluriannuel dédié à la Méditerranée.

L'Institut océanographique s'engage à inspirer le grand public : l'exposition MÉDITERRANÉE 2050, qui invite à un voyage spatio-temporel, des expériences en réalité virtuelle avec ImmerSEAve, mais aussi une campagne nationale de sensibilisation.

Le secteur Méditerranée de l'aquarium du Musée océanographique, quant à lui, se réinvente avec une modernisation à venir de ses infrastructures, et deviendra également un acteur clé de l'Initiative Aquariums et Musées de Méditerranée en faveur de l'objectif 30x30, destiné à sensibiliser des millions de visiteurs à travers le monde sur les bénéfices des Aires Marines Protégées.

3) Evénements post-clôture

Néant

4) Méthode comptable et présentation des comptes

Les conventions comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base - continuité de l'exploitation, indépendance des exercices - et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels en France.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général et plus spécifiquement au règlement n°2018-06 modifié par le règlement n°2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. A défaut de dispositions spécifiques prévues aux précédents règlements, les conventions comptables sont appliquées en conformité avec le règlement ANC n° 2014-03 relatif au PCG.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Comme l'an passé, ces états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité de la Fondation. La direction de la Fondation estime qu'à la date d'arrêté par le Conseil d'administration des états financiers 2024 de la Fondation, il n'existe pas d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

5) Méthode de comptabilisation et d'amortissement des immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de la Fondation, les immobilisations incorporelles sont enregistrées :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux dans des conditions ordinaires
- à leur coût de production pour celles produites par la Fondation.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires) engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la Direction

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation par la Fondation.

Catégorie	Durée
Logiciels et licences	3 à 5 ans
Autres	2 à 5 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable.

Actifs inaliénables

Le professeur Jean MALAURIE a sur l'exercice 2021 fait don de ses collections arctiques à l'Institut océanographique. Un inventaire descriptif et estimatif a été établi le 15 février 2021 par C2L EXPERTISES. Le rapport évalue les collections à 395.730 euros. Le caractère inaliénable des collections implique une comptabilisation des collections à l'actif pour 395.730 euros. Les oeuvres étant non amortissables, il conviendra à chaque clôture de confirmer leur valorisation afin de constater ou non une dépréciation. Au 31.12.2024 aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

L'institut océanographique s'oblige à gérer les biens donnés conformément aux dispositions du Code de déontologie des musées de l'ICOM (Conseil international des musées). Ainsi au regard du caractère inaliénable des collections et du versement par l'Institut océanographique d'une somme forfaitaire de 60.000 euros pendant une durée de cinq années, il a été décidé de procéder à la reprise de la subvention sur la même durée et au même rythme que l'engagement de financement. Le montant de la reprise de chaque exercice sera par conséquent de 79.146 euros par an de 2022 à 2026.

Le professeur Jean Malaurie est décédé le 5 février 2024 à l'âge de 101 ans.

6) Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais aussi à l'exécution des frais engagés pour leur acquisition.

7) Evaluation des amortissements des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties en mode linéaire. Les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Durée
Constructions	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	10 à 20 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillages	5 à 10 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Matériel informatique, audio, photo, vidéo	3 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue pour les actifs immobilisés dans le cadre d'une exposition correspond à la durée de l'exposition.

8) Méthode de comptabilisation et de dépréciation des immobilisations financières

Lors de leur entrée dans le patrimoine de la Fondation, les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation financière est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable.

9) Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

10) Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

11) Evaluation des créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros au cours de change à la date de facture. Lors de leur règlement (en devises), un gain ou une perte de change est constaté. A la clôture de l'exercice, les créances et dettes en devises non soldées sont converties en euros en utilisant le cours de change au 31 décembre.

12) Dépréciation des créances

Une dépréciation est constatée dès qu'apparaît une perte probable sur la créance. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances supérieures à deux ans sont reclassées en clients douteux et dépréciées à 100%. Elles sont comptabilisées en pertes sur créances irrécouvrables après 5 ans, sauf s'il existe une procédure en cours.

13) Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

14) Dépréciation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées pour tenir compte :

- pour les titres cotés : du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- pour les titres non-cotés : de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

15) Disponibilités en euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

16) Méthode de comptabilisation et d'amortissement des subventions d'investissement

Les dispositions du PCG pour comptabiliser les subventions d'investissements (PCG art. 941-13) sont applicables. Les subventions sont comptabilisées dans les capitaux propres, puis font l'objet d'une reprise au compte de résultat. Elles sont reprises au prorata de la quote-part des amortissements pratiqués sur l'immobilisation ainsi financée.

Seuls les financements publics sont classés en subventions d'investissement.
Lorsque la subvention finance une charge de l'exercice, elle est constatée en résultat (produit) l'année même de son utilisation.
Lorsque la subvention finance une immobilisation amortissable, la reprise de la subvention en résultat s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

17) Engagements en matière de pensions et retraites

La fondation n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite, et préretraite le cas échéant.

18) Transactions avec des contreparties

L'Institut océanographique n'a pas conclu de conventions avec des contreparties dans des conditions anormales telles que prévues dans l'article 431-12 du règlement ANC 2018-06.

Immobilisations

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	678 686		12 476
TOTAL immobilisations incorporelles :	678 686		12 476
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	462 852		
Constructions sur sol propre	7 180 807		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	17 765 954		803 202
Installations techniques et outillage industriel	7 793 562		418 729
Installations générales, agencements et divers	2 672 748		40 202
Matériel de transport	358 376		193 046
Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 150 343		302 551
Emballages récupérables et divers	1 325 653		
Immobilisations corporelles en cours	333 049		3 739 646
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	44 043 344		5 497 374
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	14 582		
TOTAL immobilisations financières :	14 582		
TOTAL GÉNÉRAL	44 736 613		5 509 850

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		11 928	679 234	
TOTAL immobilisations incorporelles :		11 928	679 234	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			462 852	
Constructions sur sol propre		2 069	7 178 737	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales		122 052	18 447 103	
Install. techn., matériel et out. industriels		14 435	8 197 857	
Inst. générales, agencements et divers			2 712 949	
Matériel de transport		85 685	465 737	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		52 500	6 400 393	
Emballages récupérables et divers			1 325 653	
Immobilisations corporelles en cours	469 683		3 603 011	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	469 683	276 742	48 794 294	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		2 644	11 938	
TOTAL immobilisations financières :		2 644	11 938	
TOTAL GÉNÉRAL	469 683	291 313	49 485 466	

Amortissements

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	600 526	21 962	11 928	610 561
TOTAL immobilisations incorporelles :	600 526	21 962	11 928	610 561
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	7 082 245	20 091	2 069	7 100 267
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	11 169 294	838 510	121 237	11 886 567
Installations techn. et outillage industriel	4 398 761	820 756	14 134	5 205 383
Inst. générales, agencements et divers	1 701 867	198 704		1 900 571
Matériel de transport	163 623	66 944	85 685	144 881
Mat. de bureau, informatique et mobil.	5 171 726	349 354	48 748	5 472 332
Emballages récupérables et divers	929 636	163		929 800
TOTAL immobilisations corporelles :	30 617 152	2 294 522	271 872	32 639 802
TOTAL GÉNÉRAL	31 217 678	2 316 485	283 800	33 250 363

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	21 962		
TOTAL immobilisations incorporelles :	21 962		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre	20 091		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	838 510		
Installations techniques et outillage industriel	820 756		
Installations générales, agencements et divers	198 704		
Matériel de transport	66 944		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	349 354		
Emballages récupérables et divers	163		
TOTAL immobilisations corporelles :	2 294 522		
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL	2 316 485		

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT	DONT GENEROSITE DU PUBLIC	MONTANT
Fonds propres sans droit de reprise	2 011 708							2 011 708
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	5 590 035			3 409 965				9 000 000
Report à nouveau	6 928 861			634 917				7 563 779
Excédent ou déficit de l'exercice	4 044 882	(4 044 882)		(409 093)				(409 093)
Dotations consommables								
Subventions d'investissements	12 561 855			3 000 000		3 347 766		12 214 090
Provisions réglementées								
TOTAL	31 137 342	(4 044 882)		6 635 789		3 347 766		30 380 483

Les subventions d'investissement à la clôture, correspondent principalement à la part des subventions "Plan de Relance" ou "Plan de Soutien", non encore amorties.

Le gouvernement Princier a versé à l'Institut océanographique, au titre de l'exercice un soutien de 3 000 000 euros au titre des investissements du Musée, des actions nécessaires au renforcement de son attractivité ainsi qu'aux opérations d'investissement et d'entretien du patrimoine bâti que constitue le Musée océanographique de Monaco.

Sur l'exercice 2024, il a été constaté une diminution des subventions d'investissement de 3 347 766 euros, dont 1 539 261 euros au titre des charges constatées sur l'exercice, 1 729 359 euros au titre de la quote-part des amortissements pratiqués sur les immobilisations financées par cette subvention et les subventions antérieures, et 79 146 euros au titre de la reprise sur la donation Malaure.

Provisions Inscrites au Bilan

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Dont reprises sans objet	Montant fin exercice
Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	832 238	84 067	126 540		789 765
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	832 238	84 067	126 540		789 765

Dépr. sur immobilisations incorporelles Dépr. sur immobilisations corporelles Dépr. sur immo. titres mis en équival. Dépr. sur immo. titres de participation Dépr. sur autres immo. financières Dépréciations sur stocks et en cours Dépréciations sur comptes clients Autres dépréciations	29 133 5 523 52 098	1 143 754 55 172	5 523 52 098		30 276 754 55 172
DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS	86 754	57 069	57 621		86 202

TOTAL GÉNÉRAL	918 992	141 135	184 161		875 967
----------------------	----------------	----------------	----------------	--	----------------

Impact des dotations/reprises sur le :	résultat d'exploitation	85 964	132 063
	résultat financier	55 172	52 098
	résultat exceptionnel		

Les provisions retraites s'élèvent au 31/12/24 à 13 160€ pour la Maison de l'Océan et à 776 604€ pour le Musée océanographique de Monaco.

Les provisions retraites sont calculées avec des hypothèses différentes, dépendantes du régime applicable :

- Maison de l'Océan : les droits applicables correspondent à l'indemnité légale de départ en retraite en France. Les principales hypothèses de calcul sont : un âge de départ à 65 ans, et un taux de charges patronales de 39%.
- Musée océanographique de Monaco : les droits applicables correspondent à l'indemnité conventionnelle de départ en retraite, à laquelle s'ajoute, selon les cas, une indemnité complémentaire de départ en retraite anticipée. Les principales hypothèses de calcul sont : un âge de départ à 63 ans (sauf cas particuliers de personnes dont l'âge de départ a été fixé entre 60 et 63 ans) et un taux de charges patronales de 1%.

L'indice de revalorisation des salaires utilisé pour le calcul de la provision retraites est passé de 2,67% au 31/12/2023 à 2,54% au 31/12/2024.

Le poste "Autres dépréciations" est constitué des dépréciations relatives aux valeurs mobilières de placement.

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES

		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation (1)	Subvention affectée aux projets plan de Relance	221 901		47 562			174 339	
Contributions financières d'autres organismes (1)								
Ressources liées à la générosité du public (1)	Rénovation sanitaires	283 368		24 799			258 569	
	Outils numériques	115 099		15 969			99 131	
	Actions de mécénat	93 416		2 233			91 183	
	Conservatoire mondial du Corail	5 921	30 000	32 070			3 851	
	Océano pour Tous	241 739	442 181	264 670			419 250	
	Tortues Sénégal	11 030					11 030	
	Conservation livres anciens	27 408		23 654			3 754	
	Symposium		65 000	65 000				
	Etude qualité de l'eau et pansements poissons	76 000	41 000	60 888			56 112	
	TOTAL	1 075 881	578 181	536 845			1 117 218	

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

Les fonds dédiés sont les rubriques au passif qui enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par les donateurs à des projets de la fondation qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Subventions d'exploitation affectées aux projets Plan de relance :

Ce fonds dédié est un fonds dédié résultant d'un reliquat de financement dans le cadre du plan de soutien alloué par le Gouvernement Princier en 2010 et 2011. Il a fait l'objet, en 2020, d'une demande de réaffectation sur de nouveaux projets éligibles au titre du plan de soutien de l'Institut océanographique par le Gouvernement Princier. Le bureau du Conseil d'administration en date du 15 mai 2020 s'était prononcé favorablement à la réaffectation des fonds dédiés à des opérations éligibles au plan de soutien ; principalement dans le cadre du renforcement de l'attractivité du Musée et des actions de médiation.

Sur les 938 433,84€ de fonds dédiés au 01/01/2020 tout a été intégralement consommés au 31.12.2021. Au 31.12.2024, il reste au passif la somme de 174 338,69€ qui correspond au montant des investissements restant à amortir.

Ressources liées à la générosité du public :

Rénovation des sanitaires :

En 2021, une nouvelle convention de partenariat qui annule et remplace toutes les dispositions antérieures de la précédente convention a été signée. Cette dernière prévoit un soutien complémentaire à hauteur de 200 000 euros au projet de rénovation des équipements sanitaires destinés à l'accueil des visiteurs, ce qui porte la participation du donateur à hauteur de 355 000 euros. La première tranche de 155 000 euros a été consommée début 2021 avec la rénovation des équipements sanitaires de la terrasse au niveau 2. Les 200 000 euros complémentaires ont été consommés dans le cadre de la rénovation des sanitaires des aquariums au niveau -1. Tout a été intégralement consommé au 31.12.2024, il reste au passif la somme de 258 569,29€ qui correspond au montant des investissements restant à amortir.

Outils numériques :

Des dons ont été réalisés par des particuliers pour un montant total de 247 800 euros lors de la soirée blanche en 2015. Ces dons ont été affectés au projet "Sphères / Outils numériques", qui porte sur la réalisation d'une map monde géante 3D, pouvant projeter des contenus. Ce projet n'a malheureusement toujours pas été éprouvé sur le plan technologique et scientifique.

En 2022 les fonds ont été réaffectés au projet Digital Asset Management qui permet de centraliser tous les contenus photos et vidéos de l'Institut. 15 968,88€ ont été consommés sur l'exercice, il reste en solde au 31.12.2024 la somme de 99 130,58€.

Actions de mécénat :

Un contrat de donation a été signé en 2020. Il prévoit un soutien financier sur une période de 2 ans (versement de 250 000 euros en 2020 et 250 000 euros en 2021) pour soutenir la création et la mise en œuvre d'une activité de collecte de fonds pour l'Institut océanographique. En 2022 un nouveau versement de 250 000 euros a été réalisé permettant de pérenniser l'activité de collecte de fonds et de financer également le projet de Customer Relationship Management. Il a été consommé 2 233,04€ sur l'exercice, il reste en solde au 31.12.2024 la somme de 91 182,82€.

Conservatoire mondial du corail :

En 2022 une première tranche de 40 000 euros a été perçue dans le cadre du projet "Conservatoire mondial du corail", qui constitue une étape majeure pour la préservation des récifs coralliens et de l'Océan. En 2024 un nouveau versement de 30 000 euros a été réalisé. Il a été consommé 32 070,23€ sur l'exercice et le solde au 31.12.2024 est de 3 850,88 euros.

Tortues Sénégal :

Des dons ont été réalisés par deux mécènes pour un montant total de 45 000 euros. Ces dons ont été affectés au projet du transfert au Sénégal de 46 jeunes tortues sillonnées menacées d'extinction nées au Musée. Le solde au 31.12.2024 est de 11 029,63 euros.

Conservation livres anciens :

En 2023 un don d'un montant de 72 000 euros a été réalisé. Ce don a été affecté à la conservation de livres anciens attaqués par des champignons parasites. Il a été consommé 23 653,76 euros en 2024 et le solde au 31.12.2024 est de 3 754,24 euros.

Etude qualité de l'eau et pansements poissons :

En 2023 un don d'une valeur de 76 000 euros a été réalisé. Ce don a été affecté à une étude sur la qualité bactériologique de l'eau des aquariums ainsi que la phase 1 du développement d'un prototype de pansements pour poissons. En 2024 un nouveau versement de 41 000 euros a été effectué pour la phase 2 d'un prototype de pansements pour poissons. Il a été consommé 60 888 euros en 2024, le solde au 31.12.2024 est de 56 112 euros.

Oceano pour tous :

- Oceano collègues :

Des dons ont été réalisés par deux mécènes pour un montant total de 168 000 euros. Ces dons ont été affectés au projet Oceano pour tous. En 2023 un nouveau versement de 165 437,63 euros a été réalisé permettant de poursuivre le projet. En 2024 un nouveau versement de 40 000 euros a été effectué. Il a été consommé 84 509,44€ sur l'exercice et le solde au 31.12.2024 est de 47 229,57€.

Ressources liées à la générosité du public suite :

- Soutien au programme Oceano pour tous pour le volet Education, en collaboration avec des écoles situées dans les zones prioritaires. La contribution initiale s'élève à 150 000 euros et un nouveau versement de 69 000 euros a été réalisé en 2024. Il a été consommé 81 755 euros en 2024, le solde au 31.12.2024 est de 137 245 euros.

- Soutien au programme Oceano pour tous pour le volet Familles permettant à des familles défavorisées de faire un séjour à Monaco, comprenant des sorties en bateau, en bords de mer et au Musée. En 2024 un versement de 102 530 euros a été effectué et il a été consommé 19 923€ sur l'exercice, le solde au 31.12.2024 est de 82 607 euros.

- Océano pour tous - Le concours :

En 2024, une convention de mécénat a été signée, cette dernière prévoit un soutien à hauteur de 600 000 euros s'étalant sur 3 ans pour le financement de l'action Océano pour tous en lui permettant d'élargir son champ d'actions.

Il s'adresse aux élèves de Monaco, de France métropolitaine, des territoires et départements d'Outre-Mer et s'ouvre également à l'International et aux pays francophones.

En 2024 un versement de 200 000€ a été réalisé et il a été consommé 47 831,19€ sur l'exercice, le solde au 31.12.2024 est de 152 168,81€.

- Océano pour tous Seychelles :

En 2024, un don de 30 650,97 euros a été réalisé permettant d'étendre le programme Océano pour tous à des classes de l'Océan Indien et l'intégralité a été consommée sur l'exercice.

Symposium :

Deux mécènes ont réalisé des dons au cours de l'exercice 2024, pour un montant total de 65 000 euros. Ces fonds ont été spécifiquement affectés à l'organisation du Symposium Polaire au Musée océanographique et ont été entièrement utilisés au cours du même exercice.

État des Échéances des Créances et Dettes

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	11 878	2 644	9 234
Autres immobilisations financières	60		60
TOTAL de l'actif immobilisé :	11 938	2 644	9 294
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	3 498		3 498
Autres créances clients	4 162 805	4 162 805	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	42 177	42 177	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	59 688	59 688	
TOTAL de l'actif circulant :	4 268 169	4 264 671	3 498
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	782 270	782 270	

TOTAL GÉNÉRAL	5 062 377	5 049 584	12 792
----------------------	------------------	------------------	---------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	23 525	23 525		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 727 470	3 727 470		
Personnel et comptes rattachés	768 111	768 111		
Sécurité sociale et autres organismes	578 645	578 645		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	179 021	179 021		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	818	818		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	185 377	185 377		
Dette représentat. de titres empruntés				
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	4 601 440	4 601 440		

TOTAL GÉNÉRAL	10 064 408	10 064 408		
----------------------	-------------------	-------------------	--	--

Charges à payer et Produits à recevoir

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	527 144
Dettes fiscales et sociales	1 017 891
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	115 408

TOTAL	1 660 443
-------	-----------

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	
Personnel	
Organismes sociaux	
État	
Divers, produits à recevoir	4 375
Autres créances	45 916
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	

TOTAL	50 291
-------	--------

Détail des charges à payer

Période du 01/01/24 au 31/12/24

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Détail des charges à payer	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CONGES A PAYER (CH SOC INCLUSES)	802 466		
AUTRES CHARGES DE PERSONNEL A PAYER	215 303		
JUTHEAU HUSSON	66 545		
CLEAR REEF INTERNATIONAL	64 750		
CASEL ASCENSEURS	59 670		
SMEG	51 770		
SETEC	31 396		
PKF ARSILON (1)	30 480		
THE MED FUND	30 134		
ABBA	29 601		
CONSEIL PLUS INGENIERIE	28 464		
AREA SM	25 562		
EDIFICO	16 200		
FPAII	16 120		
DIVERS NON SIGNIFICATIFS	191 982		
TOTAL	1 660 443		

(1) : Le montant total des honoraires de commissaires aux comptes figurant au compte de résultat 2024 est de 48 582€. Ces honoraires ont été versés au réseau PKF Arsilon et concernent exclusivement la mission de contrôle légal des comptes.

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

						TOTAL	50 291
--	--	--	--	--	--	-------	--------

Charges et Produits Constatés d'Avance

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	782 270	4 601 440
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	782 270	4 601 440

Détail des charges constatées d'avance

Période du 01/01/24 au 31/12/24

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Détail des charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
LA COMPAGNIE DU PONANT	585 000		
JUTHEAU HUSSON	43 298		
CISION DATA PRESSE	39 303		
WEALTH X	15 108		
EUDONET	13 986		
FORMEUROPSN - TICKETS VIERGES	6 255		
PEOPLESFERES	5 861		
MONACO COMMUNICATION	4 800		
DIVERS NON SIGNIFICATIFS	68 659		
TOTAL	782 270		

Détail des produits constatés d'avance

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Détail des produits constatés d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
GREENLAND 2026	4 535 000		
CCRE BEFF 2025	50 000		
PRIVATISATIONS DE SALLES	16 440		
TOTAL	4 601 440		

Subventions impactant le résultat	Montant
Quote-part des subventions d'investissements Plan de Relance et Plan de Soutien, virée au résultat (1)	1 808 505
Subventions d'exploitation Plan de Soutien (1)	1 539 261
Autres subventions	68 000
TOTAL	3 415 766

(1) Sur l'exercice 2024, il a été constaté une diminution des subventions d'investissement de 3 347 766 euros, dont 1 729 359 euros au titre de la quote-part des amortissements pratiqués sur les immobilisations financées par cette subvention et les subventions antérieures, 1 539 261 euros au titre des charges constatées sur l'exercice et 79 146 euros au titre de la reprise sur la donation Malaurie.

Détail des produits/charges exceptionnels

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

PRODUITS EXCEPTIONNELS	Montant

TOTAL	
-------	--

CHARGES EXCEPTIONNELLES	Montant
SUBVENTIONS ACCORDEES THE MED FUND DIVERS NON SIGNIFICATIFS	30 134 4 869

TOTAL	35 003
-------	--------

Détail des transferts de charges

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

TRANSFERTS DE CHARGES	Montant
Exploitation : REMBOURSEMENTS ASSURANCES	 5 908
TOTAL	5 908

Autres éléments

INSTITUT OCEANOGRAPHIQUE

Période du 01/01/24 au 31/12/24

EFFECTIF MOYEN

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	61	3
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	75	
Ouvriers		
TOTAL	136	3

COMPTES DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du pulic	TOTAL	Dont générosité du pulic
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 125 520	1 125 520	1 115 255	1 115 255
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	403 569	403 569	166 957	166 957
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	721 950	721 950	948 298	948 298
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	14 562 218		20 738 529	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises	550 000		1 008 332	
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	14 012 218		19 730 197	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	3 415 766		3 475 444	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	132 063		125 167	18 644
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	536 844	489 282	378 403	330 733
TOTAL	19 772 410	1 614 802	25 832 798	1 464 632
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	15 053 616	752 734	16 975 662	597 340
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	15 053 616	752 734	16 975 662	597 340
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 233	2 233	59 015	59 015
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	2 233	2 233	59 015	59 015
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	4 406 339	281 654	4 217 876	341 425
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	141 135		68 511	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	578 181	578 181	466 852	466 852
TOTAL	20 181 504	1 614 802	21 787 916	1 464 632
EXCEDENT OU DEFICIT	(409 093)		4 044 882	

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION - SUITE

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL				
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT				
TOTAL				

Informations relatives à l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Conformément au décret n° 2019-504 du 22 mai 2019, la Fondation est tenue de faire figurer le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public dans l'annexe de ses comptes annuels.

Le montant des seuils d'établissement du compte d'emploi annuel des ressources collectées par les organismes faisant appel public à la générosité auprès du public qui n'est pas restreint à un cercle de personnes caractérisé par des liens existants, est de 153 000 euros.

Selon l'article Art. 432-1 du règlement 2018-06, les fondations qui font appel à la générosité du public incluent dans l'annexe de leurs comptes annuels une sous-section qui comporte les états suivants :

- un compte de résultat par origine et destination ;
- un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public
- les informations nécessaires à leur bonne compréhension.

Les montants mentionnés dans ce compte d'emploi des ressources correspondent strictement à ceux issus de l'appel public à la générosité figurant dans le compte de résultat par origine et destination ainsi qu'à ceux figurant dans l'information relative aux fonds dédiés donnée dans l'annexe.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION - SUITE

1 - Modalités de répartition des Ressources entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination ainsi que leur quote-part relevant de la générosité du public

- La rubrique « Produits liés à la générosité du public » pour 1 126 k€ comprend l'ensemble des ressources issues de la générosité du public, qui se répartie comme suit :
 - o 404 k€ de dons manuels, dont 8 donations dont le montant est supérieur ou égal à 40 k€ et qui représentent à eux seuls 367 k€, soit 91%.
 - o 144 k€ de mécénat d'entreprise (11 entreprises donatrices au total).
 - o 578 k€ de mécénat affecté, dont 4 mécènes dont le montant est supérieur à 35 k€ et qui représentent à eux seuls 488 k€, soit 84%.
- La rubrique « Parrainage des entreprises » pour 550 k€ comprend deux contrats pluriannuels de sponsoring non fléchés.
- La rubrique « Autres produits non liés à la générosité du public » pour 14 012 k€ comprend principalement les recettes liées à la billetterie, à la boutique, à l'animation, aux éditions, aux locations de salles, à l'hébergement et aux produits financiers et exceptionnels. La totalité de ces produits n'est pas issue de la générosité du public.
- La rubrique « Subventions et autres concours publics » pour 3 416 k€ comprend les subventions du gouvernement. La totalité de ces subventions n'est donc pas issue de la générosité du public.
- La rubrique « Reprises sur provisions et dépréciations » pour 132 k€ comprend les reprises des diverses provisions (pour risques et charges, retraite et créances). La totalité de ces reprises n'est donc pas issue de la générosité du public.
- La rubrique « Utilisations des fonds dédiés antérieurs » pour 537 k€ comprend 489k€ de fonds liés à la générosité du public (mécénat affecté) et 48 k€ liés aux fonds dédiés du plan de soutien, donc non issus de la générosité du public.

2 - Modalités de répartition des Emplois entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination

- La rubrique « Missions sociales réalisées en France » pour 15 054 k€ comprend toutes les charges engagées par l'Institut pour la réalisation de ses missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse. Elle comprend les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ses missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions. Mais également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales.

L'Institut océanographique œuvre à faire comprendre l'Océan, à faire percevoir les défis auxquels nous faisons face, à cultiver l'émerveillement devant la vie marine, à stimuler la créativité et l'initiative. L'Institut océanographique articule ses actions à plusieurs niveaux pour faire le lien entre décideurs, scientifiques, acteurs économiques, associatifs, toutes et tous.

Les dons issus de la générosité du public qui ne sont pas directement rattachés à une action, mais réalisés pour soutenir les actions de l'Institut permettent de développer les programmes suivants à l'aide du Musée océanographique de Monaco, de la Maison de l'Océan à Paris, des éditions, des outils digitaux et des collaborateurs :

- o Prendre soin des espèces marines de Méditerranée en permettant de les accueillir et les soigner dans le Centre de soins afin de les réhabiliter dans leur milieu naturel.
- o Agir à nos côtés pour mener des programmes permettant de mettre en lumière de grands sujets et problématiques liés aux tortues, requins, méduses, grands fonds, mer Méditerranée, récifs coralliens.
- o Révéler les secrets de la vie sous-marine grâce aux expositions, nouvelles expériences, aux actions faisant dialoguer Art & Science destinées aux visiteurs du Musée océanographique.
- o Sauvegarder les espèces marines en contribuant au développement du Conservatoire mondial du Corail créé par le Centre Scientifique de Monaco et le Musée océanographique permettant de préserver les souches de nombreuses espèces de coraux en aquarium avant de les réimplanter dans des zones dévastées si une crise majeure du milieu naturel amenait à faire disparaître de nombreuses espèces de coraux.
- o Récompenser les chercheurs et les acteurs majeurs de la protection de l'Océan du monde entier qui permettent grâce à leurs recherches et initiatives de freiner la dégradation de l'Océan.
- o Mettre la jeunesse à la barre grâce au développement de programmes de sensibilisation (Oceano pour tous...), d'accompagnement et de diffusion de bonnes pratiques auprès des jeunes générations que mettent en place les équipes.
- o Préserver un patrimoine dédié à l'Océan en prenant soin de nos collections et de nos deux écrans que sont le Musée océanographique à Monaco et la Maison des Océans à Paris.

- La rubrique « Frais de recherche de fonds » pour 2 k€ comprend les dépenses de Mécénat affecté spécifiques aux actions de mécénat et de recherche de fonds.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION - SUITE

2 - Modalités de répartition des Emplois entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination (suite)

- La rubrique « Frais de fonctionnement » pour 4 406 k€ comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité. Les frais de fonctionnement comprennent les charges affectées aux activités suivantes :
 - o Frais généraux (frais bancaires, assurances, frais de réceptions et de missions, affranchissements, taxes, honoraires avocats et commissaires aux comptes, électricité, eau, chauffage) pour 1 657 k€ ;
 - o Frais de personnel et charges relatives à la Direction de la communication pour 839 k€ ;
 - o Frais de personnel et charges relatives aux services comptabilité et ressources humaines pour 840 k€ ;
 - o Frais de personnel et charges relatives au secrétariat général pour 466 k€ ;
 - o Frais de personnel et charges relatives au service informatique pour 605 k€.
- La rubrique « Dotations aux provisions et dépréciations » pour 141 k€ comprend les dotations des diverses provisions (pour risques et charges, retraite, créances et financières).
- La rubrique « Reports en fonds dédiés de l'exercice » pour 578 k€ se compose de reports liés à la générosité du public (mécénat affecté).

3 - Quote-part des Emplois du compte de résultat par origine et destination relevant de la générosité du public

Pour rappel, les produits issus de la générosité du public pour 1 614 802 euros se décomposent comme suit :

- 403 569 euros de dons manuels ;
- 143 769 euros de mécénat d'entreprise ;
- 578 181 euros de mécénat affecté ;
- 536 844 euros d'utilisation de fonds dédiés antérieurs relatifs à du mécénat affecté.

A noter que les subventions ont permis de financer :

- En 2024, 3 316 182 euros de charges relatives à la rubrique « Missions sociales » ;
- En 2023, 3 314 176 euros de charges relatives à la rubrique « Missions sociales ».

Les charges issues de la générosité du public sont affectées comme suit :

- Les charges relatives à du mécénat affecté, pour 1 051 494 euros, qui font par nature l'objet d'un suivi en comptabilité analytique, ont été directement renseignées dans les rubriques concernées :
 - o 2 233 euros en rubrique « Frais de recherche de Fonds » ;
 - o 471 080 euros en rubrique « Missions sociales réalisées en France » ;
 - o 578 181 euros en rubrique « Reports en fonds dédiés de l'exercice ».
- Le reliquat des ressources issues de "la générosité du public", soit 563 308 euros est considéré comme permettant de financer :
 - o à 50%, soit 281 654 euros, les frais de fonctionnement ;
 - o et à 50%, soit 281 654 euros, "les missions sociales de l'Institut".

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOI PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	752 734	597 340	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 125 520	1 115 255
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	752 734	597 340	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	403 569	166 957
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	721 950	948 298
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 233	59 015			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	2 233	59 015			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	281 654	341 425			
TOTAL DES EMPLOIS	1 036 621	997 780	TOTAL DES RESSOURCES	1 125 520	1 115 255
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		18 644
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	578 181	466 852	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	489 282	330 733
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	1 614 802	1 464 632	TOTAL	1 614 802	1 464 632
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC - SUITE

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES Realisées en France Realisées à l'étranger 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC Bénévolat Prestations en nature Dons en nature		
TOTAL			TOTAL		

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	853 981	717 862
(-) Utilisation	489 282	330 733
(+) Report	578 181	466 852
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	942 880	853 981